

PRIMATURE

AUTORITE DE REGULATION  
DES MARCHES PUBLICS

COMITE DE REGLEMENT  
DES DIFFERENDS

REPUBLIQUE DU CONGO

Unité \* Travail \* Progrès

**Avis n°009/ARMP/CR/CRD/2018 du 31 juillet 2018 relatif au marché de fourniture du matériel de laboratoire de contrôle qualité.**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION DES LITIGES, EN SA SEANCE DE CONCILIATION DU 31 JUILLET 2018**

- Vu** le décret n°2009-156 du 20 mai 2009 portant Code des marchés publics ;
- Vu** le décret n°2009-157 du 20 mai 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics ;
- Vu** le décret n°2009-234 du 13 Août 2009, tel que modifié par le décret n° 2011-721 du 29 novembre 2011 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de régulation des Marchés Publics ;
- Vu** le décret n°2011-722 du 29 novembre 2011 portant nomination du Président du conseil de régulation de l'Autorité de régulation des marchés publics ;
- Vu** le décret n°2009-161 du 20 mai 2009 portant organisation et fonctionnement de la Cellule de Gestion des Marchés Publics ;
- Vu** la décision du Conseil de Régulation n°004/2012 du 05 mars 2012 portant adoption du règlement intérieur du Conseil de Régulation ;
- Vu** la décision du Conseil de Régulation du 4 mars 2013/ARMP/CR portant nomination des membres du Comité de règlement des différends ;
- Vu** la décision du Conseil de Régulation n°008/2012 du 21 décembre 2012 portant Règlement intérieur standard de la Cellule de gestion des marchés publics (CGMP) ;
- Vu** la décision du Conseil de Régulation n°003/2015 du 30 octobre 2015 portant adoption des modalités pratiques de règlement des différends des marchés publics ;
- Vu** la requête de la Société de Construction et d'Expertise en Bâtiment du 20 novembre 2017;
- Vu** le Procès-verbal d'audition et de conciliation des parties n° 008/ARMP/CRD/2018 du 19 juin 2018, et l'avis subséquent et motivé des services juridiques et techniques de l'ARMP ;



En présence de Monsieur Rigobert Roger ANDELY, Président du Conseil de Régulation de l'Autorité de régulation des marchés publics, Président du Comité de Règlement des Différends; de Monsieur El Hadj Djibril ABDOULAYE BOPAKA, membre, de Monsieur Simon DIASSAKOULA, membre, et de Monsieur Alphonse MISSENGUI, membre;

Des Messieurs David-Martin OBAMI, Directeur général de l'Autorité de régulation des marchés publics, Secrétaire de séance ; Audrey Alban MAPITHY, Directeur de la Réglementation et des Affaires juridiques ; Bernard OLLOY, Directeur de la Formation et des Appuis Techniques ; Jean Marie KINTEKOTO, Directeur des Statistiques et de la Documentation; Antoine NKODIA, Expert auprès du Conseil de régulation; tous observateurs ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur David-Martin OBAMI, Directeur Général de l'Autorité de régulation des marchés publics, Secrétaire de séance, présentant les faits tels que rapportés par les services techniques;

Après en avoir délibéré conformément à la réglementation en vigueur;

Adopte le présent avis fondé sur la régularité et la recevabilité de la requête, les faits et moyens exposés ci-après :

**1. Considérant** que par requête en date du 20 novembre 2017, la Société de Construction et d'Expertise en Bâtiment, Représentée par madame OKANDZA, Directrice générale, a saisi l'Autorité de régulation des marchés publics aux fins du paiement de sa créance relative au marché en cause;

Qu'en effet, en 2014, la société SCEB Sarlu a été titulaire du marché n°2014-1832/PR/ARMP/E-T du 16 mai 2014, relatif à la fourniture du matériel de laboratoire de contrôle de qualité, pour un montant toutes taxes comprises de 40.021.704 francs CFA ;

Que ce marché a été préfinancé, exécuté et livré sur fonds propres de la requérante;

Qu'à ce jour, la requérante n'a jamais été en possession du paiement constituant la contrepartie de la prestation, alors que le CNTS qui a privilégié les réengagements annuels sur les lignes budgétaires n'a pas tenu compte de procéder à un réaménagement interne de ses crédits devant permettre l'apurement de cette créance ;

Que de ce fait, la SCEB recourt à l'ARMP en vue du paiement de sa créance ;

**2.Considérant** que Saisie de la requête et dans le cadre du respect du principe du contradictoire, l'ARMP a, en date du 30 novembre 2017, communiqué à toutes fins utiles, copie de la requête au Maître d'ouvrage, afin de lui permettre d'en prendre connaissance et de faire parvenir, en retour, ses observations ;





En date du 02 mai 2018, en réponse à cette correspondance, le CNTS a produit les observations ci-après :

Que la SCEB a bien bénéficié de ce marché, qu'elle avait exécuté tel qu'en témoignent les éléments contenus dans le dossier ; qu'après la livraison de ce matériel, le CNTS a procédé à l'engagement de la créance et transmis aux finances en vue du règlement de ladite créance ; que malheureusement le processus de paiement n'est pas arrivé à son terme ; que par lettre en date du 30 octobre 2017, la directrice générale de ladite Société exigeait au maître d'ouvrage deux choses : soit le paiement par tous moyens de la facture n°008SCEB/2015 d'un montant de Quarante millions vingt un mille sept cent quatre (40.021.704) francs CFA relative à ce marché, soit l'obtention d'une ligne budgétaire pour l'exercice 2018 ;

Qu'il informe l'ARMP que ce marché attribué à la requérante sur la ligne budgétaire exercice 2014, n'a plus bénéficié de ligne budgétaire devant faciliter le règlement ;

Que dans cette perspective, l'ARMP a, conformément aux dispositions de l'article 37 du décret n°2009-157 du 20 mai 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics, convié les parties à une séance d'audition et conciliation en date du 19 juin 2018 à son siège ;

## **EN LA FORME**

### **SUR LA REGULARITE ET LA RECEVABILITE DE LA REQUETE**

#### **Sur la compétence**

**3.Considérant** qu'aux termes des dispositions des articles 21§1-k et 142 § 8 du code des marchés publics, 3, 26 al<sub>2</sub> 36 et 37 du décret n°2009-157 du 20 mai 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics, l'ARMP, à travers son Comité de Règlement des Différends connaît de toutes les contestations et réclamations relatives à l'exécution des marchés publics, opposant des titulaires de marchés aux différents maîtres d'ouvrage;

Que sur ce fondement, le Comité de règlement des Différends, statuant en commission des litiges, rend des avis dans le cadre de la procédure de règlement amiable des litiges nés de l'exécution des marchés publics;

**4. Considérant** que la réclamation de la Société de Construction et d'Expertise en Bâtiment porte sur la fourniture du matériel de laboratoire de contrôle de qualité, pour un montant toutes taxes comprises de 40.021.704 francs CFA ;

Que par conséquent, sur le fondement des dispositions précitées et de l'objet du marché en cause, l'ARMP est compétente pour recevoir et rendre un avis sur les mérites de la présente réclamation;





## Sur la recevabilité du recours

**5. Considérant** que la requête de madame OKANDZA, Directrice générale, a été introduite conformément aux dispositions de l'article 21a du code des marchés publics et 3 et suivants du décret n°2009-157 du 20 mai 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics; qu'il convient en conséquence de la déclarer recevable en la forme;

## SUR LE FOND

**6. Considérant** qu'au regard des pièces du dossier, la Société de Construction et d'Expertise en Bâtiment, Représentée lors de la séance d'audition par Monsieur MOTOBAYINA François, chef des travaux, confirme les faits tels que présentés par le rapporteur et réitère sa demande tout en soutenant qu'il s'inscrivait dans la démarche de conciliation entreprise pour une solution concertée; qu'en plus, ajoute-t-il, en 2017 la Société s'était investie pour trouver une ligne pour le compte du CNTS, afin que celui-ci procède au règlement de cette créance; que malheureusement, cette ligne a été utilisée pour payer un autre opérateur économique; qu'il regrette cette attitude préjudiciable du maître d'ouvrage et s'en remet à l'ARMP afin qu'une solution satisfaisante soit trouvée;

**7. Considérant** de même que prenant la parole, Monsieur DZIA L. Yvon, membre de la Cellule de gestion des marchés publics, représentant du CNTS, reconnaît l'exécution du marché; que le maître d'ouvrage avait engagé le dossier, lequel malheureusement était bloqué lorsqu'il y a eu un collectif budgétaire; que le maître d'ouvrage n'a pas bénéficié de ligne budgétaire au titre de l'exercice 2015; que cela est connu de la requérante; qu'en 2016, deux marchés ont été engagés dont un a été payé sauf celui de la requérante; que depuis 2016 jusqu'à nos jours, le CNTS connaît de sérieuses difficultés de trésorerie; qu'en dépit de toutes ces difficultés, la volonté de payer ce marché demeure;

**8. Considérant** qu'en application de l'article 111 du code des marchés publics : *« le prix du marché rémunère le titulaire du marché. Il est réputé lui assurer un bénéfice et couvrir toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe des travaux, fournitures ou services, et notamment les impôts, droits et taxes applicables... »*, le maître d'ouvrage a l'obligation de procéder au règlement du marché dont l'exécution n'est pas contestée entre les parties; qu'en l'espèce, le Comité de Règlement des Différends fait injonction au maître d'ouvrage, de procéder au paiement du marché en cause;

## PAR CES MOTIFS

**Le Comité de Règlement des différends en application des dispositions des articles 21a du Code des marchés publics et celles des articles 3 et suivants du décret n°2009-157 du 20 mai 2009 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation des marchés publics,**



1. Constate qu'il est compétent;
2. Reçoit la Société de Construction et d'Expertise en Bâtiment en sa demande ;
3. Dit que sa requête est pertinente et fondée ;
4. Constate la bonne foi du Centre National de Transfusion Sanguine, sa volonté et sa disponibilité à rechercher une solution amiable, juste et équitable sous les auspices de l'ARMP ;
5. Prend acte des assurances du maître d'ouvrage pour le dénouement heureux de la situation pendante, sans discrimination, malgré la conjoncture économique et financière qui est très difficile
6. Fait injonction au maître d'ouvrage, de procéder au paiement du marché en cause en application de l'article 111 du code des marchés publics ;
7. Dit enfin que, le Directeur général de l'Autorité de régulation des marchés publics est chargé de notifier aux parties le présent avis, qui sera publié dans les supports de l'ARMP et communiqué partout où besoin sera.

**Le Président du Conseil de Régulation**

**Rigobert Roger ANDELY**

